

Le prolétaire

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de **restauration de la doctrine** et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

**ORGANE MENSUEL
DU PARTI COMMUNISTE
INTERNATIONAL
(Programme Communiste)**

FEVRIER 1965 — 3^{me} Année — N° 18

Le numéro : 0,40 F — 4 F.B.

Abonnement annuel ... 4 F - 40 FB

Abonnement de soutien 10 F - 100 FB

"Le Prolétaire", B.P. n° 375 Marseille-Colbert
ou R.P. n° 24 Paris (19e)
C.C.P. 2202-22 Marseille

Parti et dictature de classe

Les notions de *parti* et de *dictature de classe* sont au centre de la doctrine révolutionnaire du marxisme. C'est pourquoi toutes les déviations peuvent se résumer dans l'altération de ces notions. Dès 1848, le *Manifeste communiste* les a pourtant définies d'une façon qui n'a besoin d'être ni "améliorée", ni "précisée" : le parti de classe, c'est la constitution du prolétariat en classe ; la dictature de classe, c'est sa constitution en classe dominante. De toute évidence, il ne s'agit pas là de deux réalités distinctes, mais de deux moments successifs du même processus révolutionnaire qui, dans la doctrine marxiste et dans l'histoire réelle, doit aboutir à l'abolition du capitalisme, c'est-à-dire à la dernière forme de société divisée en classe et ayant donc besoin de la machine répressive qu'est l'Etat.

La pensée vulgaire comprend d'autant moins que le prolétariat ait à se constituer en classe dominante, qu'elle ne comprend même pas qu'il ait à se constituer en classe tout court. La pensée vulgaire ignore que la division de la société en classes est historiquement transitoire, et donc aussi l'existence des classes qui composent la société bourgeoise contemporaine. Enfermée dans les cadres de cette dernière elle a des classes une image statique : ce sont des groupements d'individus ayant la même position dans le processus de production, et donc des corps d'intérêts distincts, mais non incompatibles. Bref, pour la pensée vulgaire, la société capitaliste est éternelle. Pour le marxisme, la société capitaliste n'est pas plus éternelle qu'aucune forme antérieure d'organisation sociale. Elle est au contraire travaillée d'un lent processus qui la conduit à la révolution et à la mort.

Le mouvement de cette société vers sa propre disparition se confond avec les efforts de la classe exploitée pour se libérer de l'exploitation et de l'oppres-

sion dont elle est victime. C'est pourquoi tandis que pour la pensée vulgaire la classe prolétarienne n'est qu'une composante de la société bourgeoise, un groupe social dont on peut discuter à l'infini quelles sont les limites, pour le marxisme, c'est un mouvement social et politique tendant au renversement de la bourgeoisie et à

l'instauration d'une société nouvelle : la société communiste. Tant que ce mouvement n'existe pas ou tant qu'il n'a pas une vigueur suffisante, la masse des exploités n'est pas une classe au plein sens du mot : les individus qui la composent vivent pour eux-mêmes, pour leur ca-

(Suite en page 4)

CHURCHILL

En rendant hommage au "Vieux Lion" disparu, le monde officiel a laissé percer sa nostalgie des "grandes individualités" que la société contemporaine se révèle de plus en plus impuissante à produire. En déplorant la disparition "d'un des plus grands hommes du siècle", il a laissé percer sa crainte que le temps même des "grands hommes" soit révolu. Soumise à la narcose des valeurs bourgeoises, l'opinion populaire ne partage que trop ces sentiments du monde officiel. Le marxisme révolutionnaire les méprise parce qu'il sait que le culte des grands hommes n'a pas d'autre racine que l'avilissement de toute l'humanité soit par l'exploitation économique, soit par le privilège social. En admirant les grands hommes, l'humanité amoindrie par sa division en classes rend hommage sans le savoir à son propre amoindrissement : cela convient parfaitement aux partisans de l'ordre établi, mais c'est indigne d'une classe qui, comme le prolétariat, émancipera toute l'humanité en s'émancipant elle-même.

Le marxisme révolutionnaire ne veut nullement "égaliser" l'humanité au plus bas niveau ; il ne nie pas non plus le talent, le génie comme le faisait ce communisme grossier dont Marx disait que son ressort psychologique restait l'envie bourgeoise. S'il dénonce sans pitié l'illusionisme social qui fait paraître "grands" des hommes même médiocres quand de grandes forces collectives les soutiennent et les poussent en avant, ce n'est donc pas par bas esprit de déni-

grement : c'est parce qu'il faut combattre dans les masses les sentiments d'humilité, d'infériorité et d'impuissance qu'entretient en elles l'illusion que ce sont les **grands hommes qui font l'histoire**. Ce que le marxisme combat, c'est une civilisation dans laquelle toute "grandeur", tout "épanouissement" individuels sont liés au privilège social et reposent sur l'abrutissement des grandes masses par le besoin. Ce qu'il prévoit, le but qu'il poursuit, c'est une société où "le libre développement de chacun" aura pour condition non pas, comme aujourd'hui, l'écrasement, mais "le libre développement de tous", parce qu'elle aura détruit toutes les racines de la concurrence universelle.

Nous ne voulons pas ici discuter des "dimensions" réelles de l'homme d'Etat bourgeois qui vient de disparaître. Ce n'est pas tant au brillant et remuant rejeton d'une des plus orgueilleuses bourgeoisies du monde que les voix officielles ont rendu hommage, d'ailleurs : c'est au "chef de guerre", à l'"artisan de la victoire de la civilisation sur la barbarie nazie". C'est cette mystification politique que nous voulons dénoncer, parce qu'elle éclipe encore la mystification sociale qui l'accompagne.

Dans les thèses que notre Parti publiait au lendemain de la seconde guerre impérialiste mondiale, on trouve ce jugement capital :

"Le nazisme voulait contraindre les Etats ennemis à choisir entre le désastre militaire ou la concession d'une partie adéquate de l'espace exploitable de la planète à l'Allemagne, le concurrent capitaliste détesté. Mais les capitalistes d'Angleterre et d'Amérique (surtout d'Angleterre) subirent impassement les revers militaires de la guerre-éclair, misant avec une assurance incroyable sur la lointaine victoire finale en dépit de la gravité du risque immédiat. Ce fait historique constitue une des plus étonnantes utilisations de forces potentielles qu'on ait jamais vues, mais en même temps le plus grand triomphe du principe de la conservation des rapports existants et la plus grande victoire historique de la réaction".

Aujourd'hui, l'opinion populaire partage entièrement l'admiration que le mode officiel témoigne pour l'énergie, la détermination, l'audace de Churchill. Elle ne com-

prend pas qu'il les a essentiellement puisées dans l'"assurance incroyable" d'une bourgeoisie capitaliste forte sans doute de son potentiel industriel, mais surtout de l'absence de traditions révolutionnaires dans son prolétariat. Elle se laisse suggérer par les voix mensongères du monde officiel un sentiment de gratitude pour le disparu qui aurait jadis "sauvé l'humanité de la barbarie nazie". Elle ne comprend pas que personne n'a fait "cadeau" à l'humanité de la défaite de l'impérialisme allemand : elle l'a payée de plus de quarante millions de morts. Dans tout cela, le rôle des "grands hommes" s'est borné à assurer l'humanité que cette défaite lui ouvrirait des perspectives toutes nouvelles. Leur "gloire" — celle de Churchill comme celle de Staline et d'autres — est donc essentiellement faite du sang des quarante millions d'hommes, qu'ils ont convaincus que le conflit avait une tout autre portée que l'élimination d'un "concurrent capitaliste détesté", qu'il n'était pas un conflit impérialiste.

Au lieu de voir s'ouvrir des perspectives toutes nouvelles après la "Victoire", l'humanité se retrouvera rapidement enfermée plus étroitement que jamais dans le baignoire de la société de classes et de l'exploitation capitaliste. Vingt ans plus tard, il devrait être clair que les internationalistes avaient eu raison de dire que les millions d'hommes qui tombaient, tombaient non pas pour des "buts supérieurs", mais pour que le Capital vive, se rajeunisse, prospère. Vingt ans plus tard, il devrait être clair que le sacrifice sans murmures de quarante millions d'hommes fut certainement "la plus grande victoire historique de la réaction" comme l'affirmait au feu même des événements le Parti prolétarien.

En célébrant la grandeur de Churchill, le monde officiel célèbre en réalité cette grande victoire historique. Il est temps que la classe ouvrière comprenne que la "grandeur" des hommes du Capital n'est jamais que le produit de sa propre faiblesse. Qu'elle n'aille pas, en rendant elle aussi hommage au "sauveur" Churchill, non seulement bafouer les quarante millions de victimes du mensonge démocratique et impérialiste, **MAIS RENDRE UN FUNEBRE HOMMAGE A SA PROPRE IMPUISSANCE REVOLUTIONNAIRE.**

avant même que l'indépendance algérienne devienne une réalité, qu'elle n'apporterait pas au Maghreb l'harmonie sociale dont rêvent les philistins de tous les pays, mais la lutte de classe moderne, celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie capitaliste.

C'est là en effet le principal résultat social de l'indépendance nationale lorsqu'elle a pour effet de briser les obstacles qui s'opposaient primitivement au développement des formes capitalistes de production. Aujourd'hui comme hier, dans l'Algérie de 1962 comme dans la Russie de 1917, la destruction du monopole impérialiste ou du monopole féodal libère les forces productives, fait surgir la classe révolutionnaire moderne, dresse l'une contre l'autre — fussent-elles encore à l'état embryonnaire — la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat. Dès le moment où se constituait en Algérie un **Etat national** qui tranchait plus ou moins radicalement les liens de la sujétion colonialiste, les mêmes causes ne pouvaient pas ne pas avoir les mêmes effets. La première crise politique, celle qui divisait les chefs militaires de l'insurrection et aboutissait à la création durable ou éphémère de maquis dissidents, n'exprimait encore que le mécontentement de la paysannerie. Avec les grèves récentes d'Alger, c'est le prolétariat qui fait son apparition sur la scène politique.

Les grèves d'Alger et de Laghouat, sans parler des mouvements de moindre importance qui ont affecté toute la production algérienne durant le mois de décembre dernier, furent déclenchées sur la base de revendications immédiates de caractère indiscutablement prolétarien : paiement d'arriérés de salaires dans le premier cas, protestation contre les licenciements dans le second. Bien que de courte durée, ces grèves — la première surtout — eurent une portée perturbatrice considérable, bloquant le trafic commercial de toute une région. On mesure à la lueur de pareils événements, toute la différence qui existe entre les diverses luttes sociales, selon qu'elles affectent la paysannerie ou le prolétariat. Ben Bella peut bien laisser pourrir les maquis rebelles, il ne saurait tolérer que les dockers d'Alger se croisent les bras, même pour 24 heures.

Si aucun des pseudo-marxistes convertis aux "voies nationales" d'un "socialisme démocratique" n'avait prévu les explosions sociales qui devaient fatalement succéder à l'indépendance algérienne, il est probable que la faction politique qui incarne les intérêts présents et à venir de la bourgeoisie de ce pays en avait été avertie par son intuition de classe. Comme toutes les bourgeoisies des pays ex-colonisés, la bourgeoisie algérienne sut habilement dissimuler sous une étiquette "socialiste" son programme de développement capitaliste de l'économie du

(Suite en page 2)

LE NOM DU PARTI

Pour éviter une déplorable confusion avec la section française de la IV^e Internationale (trotskyste), nous avons décidé de changer le nom de « Parti Communiste Internationaliste » en « Parti Communiste International ». En ligne de fait, ce changement répond à l'extension de notre courant à l'extérieur des frontières de la France. En ligne de principe, ce n'est pas une nouveauté puisqu'en 1919, l'Internationale Communiste, dont nous revendiquons les principes initiaux, s'était elle-même définie non comme une fédération de partis nationaux plus ou moins autonomes du type de la Seconde Internationale, mais comme parti international du prolétariat dont les intérêts sont uniques dans le monde entier. Aujourd'hui que les « voies nationales » au socialisme et le « polycentrisme » correspondent en matière d'organisation triomphent dans le mouvement « communiste » officiel, il est plus que jamais nécessaire de rappeler ce principe de l'unité internationale du prolétariat et de son parti de classe.

(Suite de la première page)

LA GRÈVE D'ALGER

nouvel Etat indépendant. Comme tous ses émules du "tiers-monde", mettant à profit l'expérience acquise par la bourgeoisie mondiale au cours de 40 années de fascisme ouvert ou larvé, elle s'empresse de mettre la main sur l'organisme essentiel de la revendication immédiate des ouvriers, sur le **syndicat**. En janvier 1963, le personnel dirigeant de l'U.G.T.A. fut complètement renouvelé; les militants qui avaient combattu dans la clandestinité furent remplacés par des fonctionnaires politiques intégralement acquis au gouvernement de Ben Bella. En Algérie comme ailleurs, l'asservissement des syndicats à l'Etat est la principale arme du capitalisme pour détourner, neutraliser, dévoyer la lutte ouvrière.

Toutes ces choses que, pour notre compte, nous avions prévues et affirmées bien avant 1962, la récente grève d'Alger nous les confirme et nous les précise. Dès le lendemain de cette grève, selon "Le Monde" du 13/1/65, un des principaux dirigeants nationaux de l'U.G.T.A. déclarait ouvertement, en "condamnant sans équivoque « ces grèves spontanées »" que "les travailleurs devraient avant d'agir être conscients des conséquences que peut entraîner une grève irréflective". On croirait entendre feu Thorez au lendemain de la Libération ! Sur les raisons de cette hostilité, "Le Monde" nous éclaire tout de suite : "La prime qui a été accordée (aux dockers d'Alger, N d R), en effet, est loin de correspondre à l'augmentation de salaires et aux indemnités qu'ils réclamaient. Il semble que les autorités aient considéré que l'accroissement du coût de la manutention aurait pesé par trop lourdement sur les prix, au moment où, précisément, elles lançaient une « campagne de stabilisation » (souligné par nous, N.D.R.). On ne saurait exprimer plus clairement la contradiction sociale insurmontable que dissimule le « socialisme » de Ben Bella : les prolétaires algériens ne se contentent pas de voir flotter leur nouveau drapeau national, ils comptent fermement sur des améliorations substantielles de leur niveau de vie. Mais l'économie capitaliste algérienne continue à travailler pour le marché mondial ; le déficit de sa balance commerciale exige que ses prix de revient soient « compétitifs », ce qui ne peut se faire que par un blocage des salaires et un « plan de stabilisation » comme ceux que connaissent si bien les prolétaires des pays capitalistes plus développés ; s'il fallait encore un démenti à la formule scélérate du « socialisme en un seul pays », le « socialisme » algérien serait là pour l'apporter.

**

La contradiction fondamentale qui, en tous temps et en tous lieux, oppose les intérêts immédiats du prolétariat à ceux de la production pour le marché, ne peut pas encore, dans le cas algérien, s'exprimer sous son vrai jour de classe : il y manque au moins une condition, l'existence d'un

véritable parti du prolétariat. Il est donc facile au "Monde" d'affirmer qu'il existe en Algérie un "malaise syndical" plutôt qu'une "crise de confiance" à l'égard du pouvoir politique. Il s'agit, expliquent en substance le journal bourgeois, d'une divergence entre les syndicats et l'Etat ; les premiers revendiquant l'extension du secteur nationalisé et "autogéré", le second tendant de plus en plus à la restreindre.

Orientée autrefois vers la lutte d'indépendance, la grève, après 1962, "devint une arme destinée à étendre le secteur socialiste", c'est-à-dire à réclamer "la nationalisation de l'entreprise". Cette extension de la nationalisation, l'Etat algérien la redoute-t-il parce qu'il y voit une menace subversive ? Pas du tout. Si le gouvernement de Ben Bella répugne à exproprier les entreprises privées, c'est avant tout pour des raisons d'équilibre économique, d'efficacité productive et de rendement. En effet, à cette revendication, explique "Le Monde", il a été donné souvent une satisfaction "hâtive" et "malheureuse" ; les entreprises nationalisées étaient fréquemment "marginales, alourdies de dettes et de rentabilité douteuse". Il est certain qu'un gouvernement résolument engagé sur la voie de la destruction révolutionnaire du capitalisme pourrait faire fi de considérations de ce genre. Mais Ben Bella n'est pas Lénine et son gouvernement n'a rien à voir avec celui des Soviets de 1917. De leur côté, les syndicats revendiquent-ils la nationalisation comme première étape d'un programme destiné à la destruction, à plus ou moins brève échéance, des rapports de production capitalistes, dans le cadre d'une lutte révolutionnaire internationale ? Certainement pas. Ce qui les anime ("Révolution et Travail", organe de l'U.G.T.A., nous le rappelle dans son n° du 7/1/65), c'est le souci de défendre "les intérêts réels de la communauté algérienne", c'est de promouvoir d'authentiques algériens à la place des ouvriers, techniciens et cadres européens qui détiennent encore les places dans les quelques entreprises modernes d'Algérie, c'est de développer l'économie algérienne ; en somme, un programme de développement national, dont les classes possédantes d'Algérie seront les bénéficiaires et dont les ouvriers salariés feront les frais.

Ainsi la divergence qui oppose les syndicats algériens au gouvernement de Ben Bella se situe à l'intérieur des rapports de production existant en Algérie, à l'intérieur de rapport sociaux qui, en définitive, ne peuvent se développer que dans un sens bourgeois, capitaliste. Cependant, cette vérité mettra probablement un temps assez long pour devenir évidente aux yeux des masses algériennes. Non seulement celles-ci subissent la mystification opportuniste qui est le lot de toutes les classes exploitées du monde, mais encore l'imbroglio de la situation économique de l'Algérie est particulièrement propre à dissimuler le véritable contraste social qu'elle recouvre. La production ne peut encore s'y passer de l'aide technique et financière étrangère : cette sujétion constitue, pour le capital impérialiste, une "tête de pont" lui permettant, comme dans les autres pays "indépendants" d'Afrique, de se réintroduire — fut-ce sous de nouvelles formes — dans les lieux d'où il a été chassé. Il est aisé de comprendre qu'en face de cette main-mise persistante la revendication de la nationalisation acquiert un grand prestige et peut se parer d'une étiquette "socialiste" usurpée.

Dans un pays où, il y a quelques années à peine, exploitation économique et oppression raciale ne faisaient qu'un, où l'accès des travailleurs algériens aux emplois industriels des rares grandes entreprises existantes était barré par la présence d'ouvriers, de techniciens et de cadres européens, la revendication du "plein emploi" se confond fatalement avec celle de l'algérisation du personnel et de la gestion. Nous pouvons lire par

exemple dans l'organe déjà cité de l'U.G.T.A., en tribune libre, sous le titre "A propos de la raffinerie d'Alger", ce passage édifiant : "Sur ce secteur-clé... il y a bien des problèmes à résoudre et avant tout, il faut poser la question : « Les Algériens sont-ils capables de gérer ou mieux de faire marcher la Raffinerie dans l'immédiat, au cas où les actuels coopérants accepteraient de partir. » Et encore : "... l'Algérisation n'a même pas commencé et... la direction fait tout ce qui est en son pouvoir pour la tuer avant même qu'elle naisse." ... la direction n'est pas pressée de remplacer les Européens qui, normalement, n'étaient venus que pour un certain temps, le temps de former des Algériens". Cette direction, ajoute l'article, "a même fait entrer dans son jeu la plupart des membres du Comité d'entreprise". Ainsi la revendication de la nationalisation ne se présente pas seulement sous son jour classique de déviation opportuniste du programme prolétarien, elle est la voie sans issue par laquelle s'exprime la colère d'une masse inemployée dont la bourgeoisie algérienne, par sa débilité congénitale, ne réussit même pas à faire un vrai prolétariat industriel. Il est inutile d'en chercher ailleurs la popularité. Quant aux raisons de l'hostilité sourde du gouvernement de Ben Bella à son égard, "Le Monde" nous la donne également : "Bien que certains, en définitive, d'être à terme condamnés, les industriels demeurés sur place sont embarqués bon gré mal gré dans le fragile navire de l'économie algérienne... ce capitalisme en sursis a partie liée avec le jeune Etat socialiste... Depuis un an il n'est que de rares exemples de grèves couronnées par des nationalisations" (souligné par nous).

Mais cette voie des nationalisations, pour populaire qu'elle soit, n'a rien à voir avec le socialisme, et l'hostilité que lui témoigne l'Etat algérien n'exprime nullement un conflit de classe entre prolétariat et pouvoir bourgeois.

L'OPPORTUNISME lubrifiant de la machine capitaliste

Reconnaissons au gouvernement labouriste le mérite de nous épargner de longues démonstrations pour prouver une fois de plus que la véritable ancre de salut du capitalisme est représentée par les opportunistes installés aux leviers de commande des organisations ouvrières.

Après un mois de pouvoir, Wilson et C^o, ministres de S.M. Britannique, ont en effet ajouté une nouvelle perle à leur couronne de défenseurs de l'ordre établi et de... la livre sterling. C'est d'avoir obtenu ce qu'aucun gouvernement conservateur n'aurait pu arracher aux deux antagonistes de la lutte de classes : un « engagement solennel » ou « déclaration d'intentions » des syndicats ouvriers et des associations d'industriels dans lesquels les uns et les autres, dans un accord touchant, font leurs les « grands objectifs nationaux » poursuivis par le ministre labouriste. Ces objectifs sont : 1) faire en sorte que l'industrie britannique soit dynamique et ses prix concurrentiels ; 2) empêcher les salaires et les autres formes de revenus d'augmenter plus vite que la production nationale ; 3) stabiliser les prix (Cf. La Stampa, 17-12-64).

Cohérents avec cette position, les syndicats ouvriers et les organisations d'entrepreneurs s'engagent à « lancer une attaque énergique contre toutes les activités — qu'elles viennent des dirigeants ou des travailleurs — qui empêcheraient une plus grande efficacité [économique], et à agir pour obtenir un plus haut rendement à tous les niveaux. Ils acceptent enfin de coopérer avec le gouvernement pour construire un mécanisme de consultation et de programmation permettant d'atteindre ces buts. »

Un petit coup aux profits (la catégorie la plus insaisissable, mais la plus concrète de la société capitaliste) ; un grand coup aux salaires (qui rien ne dissimule au bistouri du chirurgien) ; un peu de programmation avec consultation des ouvriers et l'économie nationale chancelante pourra recommencer à fonctionner. Qu'attendiez-vous d'autre du pacifisme social, de l'humanitarisme bigot et du patriotisme à toute épreuve du Labour Party ?

A nos yeux, il y a cependant quelque chose d'encore plus piquant et caractéristique dans la « déclaration d'intentions » : elle est l'œuvre d'un organisateur qui, dans le monde ultraxtrémiste du Labour Party et des Trade-Unions, passait pour extrémiste, George Brown. Le fait est lui aussi en parfaite concordance avec notre critique théorique et avec l'histoire du mouvement ouvrier ; il faut une main de fer dans le gant de velours d'un renégat... d'extrême-gauche pour faire avaler les couleuvres les plus grosses aux ouvriers. A quoi rêvent en effet les bonzes et les parlementaires du P.C.F. sinon de remplir précisément cette fonction là, pour la sauvegarde de notre économie nationale, aux côtés de la vieille S.F.I.O. ? Mais le jour où ce sera leur tour, préparez-vous, prolétaires, à vous serrer la ceinture au nom d'une très patriotique « déclaration d'intentions » !

surexploiter par le grand capital métropolitain. Nous ne saurions pourtant, sous peine d'être complices, ne pas leur dénoncer leur propre bourgeoisie et son parti qui, tout récemment, a eu le front de recevoir et de fêter les super-opportunistes de l'école moscovite, les hommes qui ont voté les crédits de guerre contre la révolte algérienne et désavoué ses "excès" sur le sol métropolitain. Salut donc et fraternité aux grévistes d'Alger et d'ailleurs. Mais honte et infamie sur la cohorte internationale des opportunistes qui, à Alger comme partout dans le monde, prononcent socialisme au moment même où ils asservissent le prolétariat.

Leur manière d'écrire l'histoire

Voilà ce que nous lisons dans "L'Humanité" du 6 octobre :

« En son temps la glorieuse Internationale Communiste a correspondu à un besoin vital du mouvement ouvrier. Elle a puissamment contribué à la naissance et au développement de nombreux partis communistes, à la formation idéologique et politique au service de leur peuple et dans l'esprit de l'Internationalisme prolétarien. Son rôle achevé, l'Internationale a été dissoute : une organisation internationale centralisée ne correspondait plus aux besoins, elle devenait au contraire une entrave à la croissance du mouvement. »

C'est pour rétablir la vérité que nous avons souligné les termes les plus honteux de ce passage qui constitue, dans une dimension de miniature, un monument de falsification. L'Internationale Communiste née en 1919 de la victoire de la révolution russe, n'a pas constitué les partis communistes pour les mettre "au service de leur peuple", mais pour préparer la lutte finale, révolutionnaire du prolétariat et pour rompre avec les social-traités de la Seconde Internationale, fauteurs de guerre et de collaboration de classe. Et si elle a été dissoute en 1943, c'est parce que son centre dirigeant, colonisé par la contre-révolution stalinienne, avait abandonné cette tâche révolutionnaire. Si l'I.C., quoique totalement dégénérée, était encore une "entrave" à quelque chose, c'était à la collusion crapuleuse du gouvernement russe avec les super-impérialismes anglo-saxons au cours de la seconde guerre mondiale. Pour que les ouvriers d'Europe donnent leur sang au profit des "démocraties" bourgeoises, pour que les masses opprimées d'Afrique et d'Asie se réconcilient avec leurs exploiters colonialistes dans une nouvelle union sacrée, il fallait que disparaisse l'organisation qui, par son seul nom, rappelait aux prolétaires qu'ils n'ont pas de patrie.

Le numéro 30, janvier-mars 1965, de la revue théorique de notre Parti

PROGRAMME COMMUNISTE

est paru. Au sommaire :

- L'Inde bourgeoise, pou-drière de l'Asie.
- Textes du marxisme révolutionnaire : IV. Parti et action de classe.
- Le mouvement social en Chine (III).
- Les leçons de la polémique russo-chinoise (III).

Le numéro : 2,50 F (Belgique 35 FB) - Abonnement annuel : 9 F - Abonnement combiné avec "Le Prolétaire" : 12 F - Abonnement de soutien : 20 F - Spécimen gratuit sur demande.

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1965

Liste numéro 1 :

Jean - Pierre 10 ; Bice 37,50 ; Giuliano 37,50 ; Guy 10 ; Albert 10 ; Christian 10 ; Roger 11,50 ; Oscar 5 ; Serge 11,5 ; Jacques 5 ; Julio 5 ; Serge 10 ; Roland 10 ; François 10 ; Marianne 10 ; Gérard 9 ; Claude 10 ; Bruno 5 ; Franck 5 ; Thoury 5 ; Jacques III 1,50 ; Thoury 1 ; X 1 ; Oscar-Fabienne 10 ; François 10 ; Bruno 2 ; Alice et Catherine 10 ; Claude 5 ; Jacques II 5 ; X 3 ; Goupil 5 ; François 2 ; Michel 5 ; Roger et Eliane 10 ; X 1 ; Jacques 3 ; X 1 ; X 2 Paul C, 1,50 ; Mekki 2 ; Claude 5 ; Serge 10 ; Cecchino 5 ; Vive le prolétaire 10 ; Lucien 7,80 ; Russo 13 ; le Postier 12 ; Anonyme 1,70 ; Soutien Raymond 8 ; Soutien Georges 32 ; Classeur 12 ; Libertino 80 ; Xavière 10 ; Roland 5 ; Soutien Zurich 38.

Total Liste N. 1 : 549,50 F.

Ce que fut en réalité le Front Populaire

LE PRIX DE LA "VICTOIRE" DE 1936

Dans nos précédents articles (voir *Le Proletaire*, n. 13, 14 et 16), nous avons montré comment la Troisième Internationale fondée par Lénine et les Bolcheviks pour détruire l'Etat bourgeois en était venue, après la défaite de la révolution européenne et le triomphe en Russie de la politique stalinienne du « socialisme en un seul pays », à défendre cet Etat et ce parlementarisme bourgeois et à conclure dans ce but des accords politiques avec l'Internationale socialiste, l'Internationale des traités, des serviteurs zélés du capital.

Cette orientation qui se faisait jour depuis des années dans les zig-zags et les tournants politiques du « mouvement communiste mondial » officiel s'impose définitivement dans la période que nous abordons aujourd'hui, celle du Front Populaire. Dans les mots d'ordre de Moscou, la dictature du prolétariat est désormais remplacée par la défense des institutions républicaines, l'avènement du socialisme étant en même temps subordonné à la sauvegarde et au « perfectionnement » de la démocratie. Précédemment internationalistes et antimilitaristes convaincus, les « communistes » deviendront du même coup patriotes farouches et partisans acharnés de la guerre dite « anti-fasciste ».

La position communiste à l'intérieur du Front Populaire n'était que l'aboutissement logique de l'évolution dont nous avons retracé les grandes étapes et pourtant elle apparut à l'époque comme un tournant brutal et déconcertant. La raison de ce tournant n'apparaissait guère, mais elle était simple. Après l'écrasement du prolétariat allemand, la réapparition de la crise capitaliste avait rendu la seconde guerre mondiale inévitable. Ayant abandonné toute perspective révolutionnaire, l'U.R.S.S. s'y préparait en recherchant les meilleures alliances possibles. Devenue un servile instrument de sa diplomatie, l'I.C. ne pouvait qu'adopter une ligne conforme à cette politique : dans les pays susceptibles de devenir les alliés de la Russie, elle ordonna donc aux communistes de cesser toute propagande subversive et de soutenir la politique bourgeoise de « défense nationale », c'est-à-dire l'effort militaire de l'impérialisme national. En France, le P.C.F. s'aligna sur cette politique au lendemain du pacte d'alliance franco-russe de mai 1935. Encore restait-il à la faire accepter au prolétariat français qui y était fort peu préparé en raison des traditions antimilitaristes que le P.C.F. lui-même encourageait naguère encore. Ce fut l'œuvre du Front Populaire, qui réussit à canaliser une vaste bataille ouvrière dans une adhésion totale à la politique antifasciste, créant ainsi les conditions d'une alliance franco-russe dans la guerre à venir. Si l'ironie de l'histoire a voulu que cette alliance ne joue pas dans les premières années du conflit, le P.C.F. n'en avait pas moins œuvré efficacement à la préparation politique et idéologique de la seconde guerre impérialiste. C'est en effet au cours du grand mouvement revendicatif de juin 1936 que s'opéra, sous l'égide d'une coalition électorale avec la S.F.I.O., le ralliement officiel du P.C.F. aux valeurs patriotiques et nationales qu'il combattait jusque-là. C'est de son adhésion enthousiaste à la défense du parlementarisme bourgeois que naquit l'imposture idéologique qui veut que le socialisme passe par l'épanouissement de la démocratie et non par sa destruction révolutionnaire. C'est à la suite des grèves sur le tas et de la victoire électorale du Front Populaire qu'a été découvert, diffusé et imposé le prétexte qui devait entraîner la classe ouvrière dans le second carnage mondial : l'antifascisme.

Ce conditionnement politique du prolétariat français, seul le P.C.F. pouvait le réussir. Seul il pouvait faire de ses dernières réactions de classe une monnaie d'échange pour obtenir l'admission de l'U.R.S.S. dans le camp impérialiste occidental. Seul il pouvait offrir à une coalition électorale l'appui des masses ouvrières dont il avait la confiance. Seul il pouvait résoudre la crise de gouvernement qui régnait en France et préparer une

nouvelle union nationale, condition indispensable au déclenchement et à la poursuite de toute guerre capitaliste. Le P.C.F. s'employa à remplir toutes ces tâches avec un zèle qu'il aime aujourd'hui à rappeler pour justifier ses prétentions au titre de « parti de gouvernement » : insulte sans danger aux traditions révolutionnaires puisque les générations ouvrières d'hier sont presque éteintes et que celles d'aujourd'hui ignorent encore que le parti de feu Thorez n'a gagné les galons dont il se vante qu'en trahissant la dernière bataille du prolétariat de l'avant-guerre.

L'avènement du Front Populaire fut le résultat de la conjonction de la crise politique de 1934 et de la crise économique de 1936. Atteinte par l'instabilité des majorités parlementaires et le renversement des gouvernements toutes les quarante-huit heures, la crise politique témoignait du désarroi de la bourgeoisie française au sortir de la grande crise économique mondiale de 1929. La stagnation de la production et le chômage qui en résultait avaient provoqué l'impopularité du Parlement, l'inquiétude des classes moyennes, le mécontentement des ouvriers et les exactions patronales. Pour résoudre cette crise il fallait donc atteindre trois objectifs. Relancer l'économie (dans le cadre du régime bourgeois ce ne pouvait être qu'en adoptant la panacée universelle de la production de guerre, puis de la guerre, elle-même) ; réhabiliter le parlement et rassurer les classes moyennes (c'est pourquoi le P.C.F. s'était rapproché d'elles en pactisant avec la S.F.I.O., expression classique, depuis 1914, des positions de la petite-bourgeoisie au sein du prolétariat, et finit par dépeupler son programme de toute référence au communisme et à la révolution pour achever de la conquérir) ; satisfaire les revendications ouvrières (c'était le plus difficile, mais quelques miettes de « bien-être » pouvaient être arrachées aux patrons et, pour contraindre les ouvriers à s'en tenir là, il y avait tout le poids et l'autorité de la C.G.T. au sein de laquelle les « communistes » s'étaient réunifiés aux bonzes réformistes de Jouhaux). A cette vaste entreprise, il fallait un drapeau. Or celui de la lutte contre le fascisme convenait tout à la fois pour créer la psychologie de guerre, pour rendre au parlement son attrait perdu et pour tenir en laisse les ouvriers qui, dans le fascisme, réel ou non, voyaient toujours la terrible répression anti-prolétarienne des Mussolini et des Hitler. Encore fallait-il qu'un événement politique donnât une apparence de réalité à la menace fasciste en France : ce fut la journée dramatique du 6 février 1934.

Pour comprendre les conséquences politiques de cette date fatidique, il ne faut pas perdre de vue les caractéristiques traditionnelles du mouvement ouvrier français, l'influence profonde qu'avait laissée sur lui toute l'histoire et la structure du capitalisme de ce pays. Un pays où la paysannerie parcellaire a toujours été la masse de manœuvre du capital contre le prolétariat ; un capitalisme usuraire et spéculateur ; une dynastie de politiciens petits bourgeois périodiquement compromis par les scandales financiers ; enfin quelques nationalistes fossiles placés là, à l'extrême droite, pour jouer les vestales patriotiques outragées par l'orgie de la corruption parlementaire. Voilà le cadre classique dans lequel éclata la crise politique de février 1934, lorsque de hautes personnalités radicales se trouvèrent mêlées à l'affaire des faux chèques de l'escroc Stavisky, lorsqu'une manifestation anti-parlementaire d'anciens combattants nationalistes eussent, place de la Concorde, une rafale de gardes mobiles et laisse plusieurs morts sur le pavé.

Des minorités « d'ultras » comme celle qui manifestait à la Concorde,

la vie politique française en a toujours connu. De Déroulède à Maurras, des Croix de Feu à l'O.A.S., il s'est toujours trouvé quelques exaltés, imbus des traditions et des « valeurs nationales » qui prétendaient en disputer le monopole aux partis « régulièrement désignés » pour faire le jeu du capital.

Aussi impuissants que bornés, ces triblions n'ont jamais été autre chose que des épouvantails réactionnaires habilement utilisés par la bourgeoisie « de gauche » pour ramener sous sa houlette la petite bourgeoisie et, à sa suite, les ouvriers. C'est ce qu'on a appelé le fameux « réflexe républicain », dont le déclenchement a toujours été payé très cher par le prolétariat. Déjà, après l'affaire Dreyfus, au début du siècle, lorsqu'une poignée de royalistes et de cléricaux se livra à des démonstrations inextinguibles contre la personne du président de la République, les ouvriers se regroupèrent spontanément sous le drapeau des « libertés menacées » et, dans le mouvement socialiste, la fraction authentiquement marxiste dut, sous cette pression, raisonner avec toute la racaille opportuniste et carriériste qu'elle avait précédemment chassée de son sein.

C'est de cette fusion qu'est sortie la S.F.I.O. parlementaire et jauréssiste qui devait sombrer dans l'infâme Union sacrée de 1914.

En 1934, la « menace fasciste » n'avait pas plus de réalité que le « danger monarchiste » en 1902, mais la réaction de « défense républicaine » des ouvriers eut des conséquences bien plus terribles : ce fut la disparition du P.C.F. en tant que parti distinct de tous ceux des autres classes sociales, ce fut la dissolution de l'énergie prolétarienne dans le chaos de la « volonté de la Nation ».

Voilà la dette que paie encore aujourd'hui le prolétariat pour s'être mobilisé contre un fantôme.

Car, en 1934, le fascisme, en tant que réaction armée du grand capital avait achevé son rôle qui avait consisté à extirper les caques prolétariens dans les pays où la révolution communiste menaçait plus ou moins. Cela n'était pas et n'avait jamais été le cas de la France. En 1934, le fascisme tout court ne pouvait plus être que le prétexte de la guerre impérialiste, et le « fascisme français », une farce grotesque. Parce qu'il n'y avait pas en France de parti fasciste digne de ce nom ; parce qu'un tel parti sans l'appui massif des classes moyennes est voué à des piteuses sinistres mais inutiles ; parce que les classes moyennes de ce pays n'ont jamais été comme leurs homologues d'Allemagne et d'Italie, placées au bord de la ruine et que le marasme économique français n'avait rien de comparable avec la banqueroute d'outre-Rhin ; parce que le prolétariat, en France n'avait jamais menacé le pouvoir du Capital et parce que son parti communiste s'était bien vite reconverti en cette agence réformiste et électoraliste dont il était sorti ; enfin, parce que les classes moyennes n'ayant rien à craindre de ce parti et de ce prolétariat, redoutaient bien plus la menace militaire représentée par Hitler qu'elles n'en admiraient les « mérites » contre-révolutionnaires.

Le mouvement social du Front Populaire que socialistes et communistes coalisés entendaient limiter à une coalition électorale classique favorisa le déclenchement d'une vague de grèves telles que le patronat français n'en avait jamais connue. En effet, la coalition SFIO-PCF rendait possible la réunification syndicale et celle-ci donnait un caractère explosif au mécontentement accumulé durant 15 années d'exactions patronales et d'impuissance ouvrière.

Mais ce réveil dont la conjoncture politique avait été le catalyseur, exprimait en même temps la venue à la vie sociale de la nouvelle génération ouvrière entrée dans l'industrie au lendemain de

la guerre. Si l'importance numérique de cet afflux faisait éclater le cadre étiqué des luttes d'avant 1914, il n'en présentait pas moins un aspect négatif, une immaturité politique qui explique en partie la facilité avec laquelle les opportunistes des deux Internationales ont pu enfermer cette flambée revendicative dans un programme empreint du réformisme le plus éhonté.

Le mythe de la « victoire » de juin 1936 est bâti sur des contre-vérités flagrantes. D'abord, les avantages tout relatifs acquis à la suite des grèves ne furent nullement le fruit de la générosité du nouveau gouvernement de Front Populaire : ils lui furent littéralement arrachés, non sans qu'il s'efforçât de les limiter au minimum. Ensuite, les « conquêtes » sociales ainsi réalisées furent très vite annulées, tant à cause de l'échec (d'ailleurs prévisible) du programme de réformes petites-bourgeoises de ce gouvernement qu'en raison des sacrifices immédiatement demandés aux ouvriers au nom de la « défense nationale », c'est-à-dire de la préparation de la guerre impérialiste. Enfin l'intervention de l'Etat dans les contrats de travail et les conflits sociaux, bien que présentée alors comme une « grande victoire démocratique », détruisait les derniers retranchements de la résistance ouvrière à l'exploitation et constituait une méthode caractéristique de ce fascisme que socialistes et communistes prétendaient combattre.

La grande vague de grèves de 1936 dura tout le mois de mai. Elle débute le 11 au Havre et à Toulouse, s'étend le 14 à la région parisienne (où, le 28 mai, on compte 100.000 grévistes dans l'automobile) puis à presque toutes les autres provinces touchant les professions les plus diverses. Quand, le 4 juin, le patronat rompt les pourparlers après avoir feint d'accepter les revendications posées, c'est un déferlement monstre qui englobe au total près de 2 millions de salariés. Mais le gouvernement de Front Populaire, dirigé par le socialiste Blum, et entré en fonction le 2 juin, lance immédiatement un appel au calme et à l'ordre. En écho, la C.G.T., le P.C.F. et la S.F.I.O. se déclarent « résolus à maintenir l'ordre et la discipline » et mettent en garde les ouvriers contre « les provocations des Croix de Feu ». *L'Humanité* écrit : « Ceux qui sortent de la légalité sont les patrons, agents d'Hitler, qui ne veulent à aucun prix la réconciliation des Français et poussent les ouvriers à la grève ». On voit déjà apparaître ici cette formule ignoble (et dont les « communistes » devenus patriotes useront encore plus cyniquement après la libération) qui fait de la grève, arme traditionnelle des ouvriers, une « arme des trusts ». On voit déjà, en pleine effervescence gréviste, mûrir cette thèse insensée selon laquelle ce sont les capitalistes qui sabotent leur propre production, et du même coup « l'intérêt national » (comme si celui-ci pouvait être autre chose que les intérêts généraux du Capital !) et ce sont les ouvriers qui doivent les défendre !

Ainsi, dès juin 1936, le P.C.F. a énoncé clairement ce que signifiait pour lui le Front Populaire : la réconciliation des Français, l'unité nationale, « l'oubli des querelles intestines », la discipline patriotique, une politique en somme qui permettra au capitalisme de conduire à terme, sans trop de difficultés sociales, son second carnage historique. « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, paysan — avait déjà dit Thorez à la veille des élections — volontaire national, ancien combattant devenu Croix de Feu, parce que tu es fils du peuple, que tu souffres comme nous du désordre et de la corruption... » Ce langage signifiait davantage encore que la liquidation de la lutte de classe : celle du prétexte idéologique qui avait permis l'abandon de la lutte de classe. Il n'y a plus désormais, de « réactionnaires », de

« fascistes », il n'y a que de bons Français ! Inutile de se demander ce que peut faire un parti « ouvrier » arrivé à ce degré d'abjection ! Son principal souci, c'est de remettre les exploités au travail. Ce n'est pas encore, à la lettre, le cynique « retrousser les manches » que formulera Thorez à la Libération, c'en est déjà l'esprit. « Il faut savoir terminer une grève — dit Thorez le 14 juin — dès lors que les revendications sont satisfaites... arriver au compromis pour ménager nos forces et surtout ne pas faciliter la campagne de panique organisée par la réaction ».

Voilà la preuve éclatante, la preuve irréfutable de la capitulation du communisme dégénéré devant le capitalisme. Dans sa plateforme initiale, l'I.C. préconisait le soutien des revendications ouvrières pour qu'à un certain degré de leur développement, l'agitation débordât du cadre économique, provoquant le « désordre », c'est-à-dire la crise sociale qui permettrait au prolétariat organisé de prendre le pouvoir, d'exercer sa dictature et de détruire l'infâme ordre bourgeois. Cela, c'était en 1920. En 1936, pour les « communistes » de Monsieur Staline, le « désordre » ne peut qu'être l'œuvre de réactionnaires et de fascistes, et aux ouvriers, il est demandé de sacrifier leurs revendications immédiates pour défendre l'« ordre » qui les exploite, les affame et, demain, les enverra à la grande boucherie patriotique. « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement », avait dit Thorez le 11 juin. En effet, pas question, ni « actuellement », ni jamais : lorsqu'on se confine dans les compétitions électorales, lorsqu'on affirme qu'il existe un intérêt national au-dessus des classes, c'est toujours à la bourgeoisie qu'on abandonne le pouvoir. En 1936, le cycle de dégénérescence du communisme moscovite est achevé. Il lui reste encore bien des infamies à accomplir avant et après la dissolution formelle de la III^e Internationale, mais déjà, il est prouvé que notre courant avait raison lorsque, dès 1920, il avertissait toute l'I.C. du fait qu'en cas de reflux international du prolétariat, la tactique de Front Unique lui serait fatale. Selon Lénine, en effet, le Front Unique devait démasquer la trahison des socialistes, leur arracher la masse ouvrière qu'ils dupaient, porter cette masse sur le terrain de la lutte armée pour la dictature prolétarienne. Sinistre caricature du Front Unique, le Front Populaire reconciliait au contraire le P.C.F. avec les socialistes, marquait la renonciation au pouvoir révolutionnaire des Soviets, sauvait la démocratie capitaliste, défendait l'ordre bourgeois.

C'est à Blum, « gérant loyal du capitalisme » que soutenaient ces « communistes » nouveau style, qu'il appartient, quelques années plus tard, de dévoiler toute la vérité sur le Front Populaire et les grèves de juin 1936. Cité par Pétain comme accusé au procès de Riom, après l'armistice de 1940, Blum dira, donnant la définition la plus concise et la plus brutale de la tâche contre-révolutionnaire qui incombe à un gouvernement « ouvrier » agissant dans le cadre d'un Etat bourgeois : « J'ai laissé, c'est vrai, occuper les usines, mais j'ai toujours gardé la maîtrise de la rue ». La rue, c'est-à-dire l'endroit où se livrent les premières escarmouches contre les forces de l'Etat bourgeois, l'endroit où commence la lutte pour la destruction de cet Etat, où se joue le sort de toute agitation sociale massive (c'est là en effet et non pas dans le décompte des voix gagnées aux élections !) Chaque fois que le prolétariat abandonne ce terrain de lutte — fût-ce en paralysant pour un temps la production capitaliste — il est irrémédiablement battu.

Les grèves de 1936 se terminèrent par les accords Matignon. Les ouvriers gagnaient quelques augmentations de salaire, la semaine de 40 heures, les congés payés. Ces augmentations furent rapidement absorbées par la dévaluation de Blum capitulant devant le « mur d'argent ». Les 40 heures ne durèrent guère plus, chassées par les heures supplémentaires nécessaires à la défense nationale. Quant aux

(Suite en page 4.)

PARTI ET DICTATURE DE CLASSE

(Suite de la première page)

tégorie, leur entreprise, leur région ou leur nation, elle ne constitue pas une force distincte au sein de l'ordre social en vigueur. Pour qu'elle le devienne, il lui faut dépasser toutes ces limites, mais elle ne le peut sans "un organisme qui l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre". Ce noyau vital n'est rien d'autre que le parti. C'est parce que sans le parti la masse exploitée est une force seulement potentielle que le *Manifeste communiste* affirme : la constitution du prolétariat en parti politique signifie sa *constitution en classe*. Pour la pensée vulgaire, le parti n'est qu'une fraction de la classe ; pour la doctrine révolutionnaire, "la classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique et trouver dans celle-ci le but à atteindre".

En tant que conscience du mouvement qui porte la société présente à la révolution et à la mort, ce qui définit le parti de classe, c'est d'une part son programme radical d'abolition révolutionnaire de la société de classe, et d'autre part l'expérience historique accumulée qui lui fait rejeter tous les moyens inadéquats à ce but. Mais le parti n'est parti qu'autant qu'il n'est pas seulement une conscience, mais aussi une volonté. Il n'est parti radical qu'autant que sa volonté est aussi radicale que sa conscience. La conscience radicale est révolutionnaire ; la volonté révolutionnaire est continue et disciplinée ; c'est seulement lorsque ces deux conditions sont réalisées que le parti peut remplir sa fonction qui est d'éveiller, animer, unir la masse des exploités, bref d'en faire une force capable de détruire l'Etat bourgeois et le régime capitaliste. La nature et la fonction révolutionnaires du parti ne dépendent pas d'une "forme d'organisation", pas plus que la révolution elle-même ; mais la forme d'organisation du parti dépend de sa nature et de sa fonction révolutionnaires, autrement dit des buts qu'il poursuit. Si elle répudie le principe de la consultation démocratique, si elle est pure de tout carriérisme ce n'est pas tant parce que le parti serait une "anticipation" de la lointaine société communiste ; c'est parce qu'il est un instrument de lutte contre la société présente. Pour cette lutte, la consultation des opinions individuelles et le jeu des "émulations" personnelles ou de groupes seraient des moyens non seulement inadéquats, mais nuisibles. C'est pourquoi, les ayant condamnés dès le début, le parti de classe ne pourrait que les rejeter vigoureusement si d'aventure des éléments non purement prolétariens et révolutionnaires tentaient de le réintroduire en son sein. Mais le parti se meut non pas au sein d'une société débarrassée des limitations de la division professionnelle du travail et des tares résultant de la société capitaliste, mais en plein cœur de celle-ci. Cela lui impose une certaine répartition des tâches, une certaine division intérieure du travail, que les amoureux de l'individu et de son autonomie pourraient bien dénoncer comme de nouveaux rapports de "subordination", sans prendre garde que dans un organisme à finalités révolutionnaires, l'assujettissement d'individus donnés à d'autres individus est exclue en même temps que tout but privé. Ceci dit, ces caractéristiques de son organisation et plus encore le fait qu'il ne peut pas ne pas revendiquer la violence révolutionnaire enlèvent tout fondement à la vision qu'ilétiste qui voit dans le parti de classe purement et simplement une "préfiguration de la société communiste".

Si le prolétariat ne se constitue en classe qu'en se consti-

tuant en parti, il ne peut se constituer en classe dominante, c'est-à-dire en Etat, sans que son parti tienne fermement en main le gouvernail de celui-ci. Dans la lutte qui aboutit à la révolution politique, à la destruction de l'Etat bourgeois et à l'instauration du pouvoir communiste, le parti de classe a joué le rôle décisif. Mais la révolution politique n'est elle-même que le prélude d'une révolution sociale d'une ampleur sans précédent. La lutte ne cesse pas ; elle se continue avec les armes du pouvoir. Pour vaincre les résistances de toutes sortes que le vieux monde cessera d'autant moins de lui opposer qu'il ne sera pas vaincu simultanément sur toute la surface du globe, la classe ouvrière aura toujours besoin du principe d'unification que constituent la conscience des buts et la volonté de les atteindre qui même après la victoire resteront encore longtemps le propre du parti révolutionnaire. La complexité des tâches qu'elle aura à affronter lorsqu'elle sera au pouvoir (et qui vont de l'aide à la lutte révolutionnaire à l'extérieur, à la réorganisation sociale et dans bien des cas à la poursuite de la lutte armée) suffirait à elle seule à prouver que la direction de l'Etat ne peut être qu'une direction de parti.

Dans cet Etat prolétarien, la séparation entre les deux stades "législatif" et "exécutif" du pouvoir sera inconnue, car sa seule raison d'être est de dissimuler la dictature d'une seule classe sous des institutions émanant de plusieurs classes et partis. Or si la nécessité d'une telle dissimulation existe pour la bourgeoisie qui protège ainsi sa domination, elle n'existe pas pour le prolétariat qui n'a aucune autre classe à exploiter. Quels qu'ils doivent être, les organes de cet Etat seront donc de simples "organes de travail". Mais si ces organes doivent unir à la fois la compétence technique d'organes exécutifs et la conscience des buts à atteindre d'organes législatifs, comment y parviendraient-ils sans l'activité directe des militants du parti de classe encadrant celle des prolétaires les plus combattifs ? Dans les cadres étreints de la division du travail, la société bourgeoise a accumulé une certaine somme de compétences et de connaissances qui peuvent et doivent être utilisées. Mais les tâches de la révolution prolétarienne exigeront des organes du pouvoir une préparation bien supérieure à celle que peuvent offrir les "spécialistes" hérités du régime bourgeois et les meilleurs ouvriers eux-mêmes, une préparation bien différente surtout, à la fois politique, administrative et militaire : seule la coordination de toutes les activités partielles par le parti possédant la vision exacte des buts à atteindre et leur subordination à ces buts permettront donc à ces organes de remplir ces tâches.

Que la dictature prolétarienne non seulement ait "techniquement" besoin d'une direction de parti, mais qu'elle ne soit rien en dehors d'une lutte pour la réalisation historique du programme radical dont le parti est le porteur, c'est bien évident. Dès lors, il est tout aussi évident que cette direction de parti ne peut être assurée par des organisations politiques aux programmes discordants. D'ailleurs, on peut infailliblement prédire que dans la crise qui précédera la destruction de l'Etat bourgeois moderne, tous les parti se rangeront d'un même côté de la barricade pour combattre le parti révolutionnaire. Si en Russie, les socialistes - révolutionnaires de gauche ont pu, dans un premier temps, faire exception à cette loi et entrer dans le premier gouvernement révolutionnaire, c'est que la révolution russe n'était pas purement prolétarienne et communiste. Dans la révolution moderne, cette loi ne peut souffrir

une seule exception et c'est pourquoi le parti de classe prévoit et pose comme principe qu'il exercera seul le pouvoir, ne le partagera avec aucun autre parti et ne l'abandonnera jamais sans lutte. Les objections tirées de la contre-révolution russe contre ce programme politique non-démocratique et même anti-démocratique sont dépourvues de toute valeur. La contre-révolution russe n'a pas eu lieu parce que le parti bolchevique exerçait seul le pouvoir ni à plus forte raison parce que le pouvoir était un pouvoir de parti, mais parce que dans les conditions d'arriération de la Russie et d'isolement total de la révolution le parti au pouvoir ne pouvait rester à la longue bolchevique.

La confiance que les communistes révolutionnaires d'aujourd'hui ont dans la victoire finale de la future révolution prolétarienne réside tout entière dans le fait que le monde d'aujourd'hui est plus que mûr pour la transformation socialiste et que le resserrement des liens économiques entre tous les pays du monde ne permettra pas cette fois à la bourgeoisie et aux faux partis ouvriers d'isoler la révolution dans un seul pays. C'est dans cette certitude que nous puisons la force qui manque à tous les pseudo-socialismes d'aujourd'hui : celle de rester fidèles à la doctrine marxiste et au prolétariat.

En Yougoslavie : UN CAPITALISME SANS FARD

L'aveu de la nature capitaliste de ce que l'on appelait autrefois le « camp » ou le « bloc » socialiste procède à pas de géant. Comme d'habitude, la Yougoslavie est en tête.

L'Economist du 19 décembre 1964 donnait un cadre détaillé du récent projet de loi tendant à réformer le système bancaire yougoslave sur la base de la décentralisation des entreprises qui est désormais en cours à Belgrade comme à Moscou. Au cours de la dernière décennie, une certaine décentralisation avait déjà eu lieu avec la réduction du pouvoir de contrôle direct de la banque centrale, la Narodna Bank, sur les banques locales, la formation d'organismes bancaires spécialisés fédéraux, républicains ou locaux, et l'institution de « banques républicaines », une pour chacune des six républiques composant la Yougoslavie, responsables de l'octroi de crédits aux banques locales ou communales. Mais, observe la revue anglaise, « toutes ces réformes laissaient encore le système bancaire sous un contrôle politique, à l'échelle de la fédération, des républiques ou des localités. La décentralisation était uniquement géographique ; les fonctions des

banques n'étaient pas modifiées. Elles ne possédaient pas de fonds propres et n'étaient guère plus que des mécanismes pour les transferts de fonds réalisés par le gouvernement fédéral sur la base du plan économique national... Dans le nouveau projet de loi, les banques deviennent des organismes commerciaux indépendants, et les entreprises économiques seront complètement libres de choisir l'établissement où elles exécuteront leurs opérations bancaires, au lieu d'être liées, comme auparavant, à une banque particulière dans leur voisinage immédiat ».

Toutefois, l'aspect piquant du projet de loi est ailleurs. Il autorise en effet les entreprises économiques à s'associer pour créer de nouvelles banques sur lesquelles, donc, elles exerceront un contrôle direct ; ce qui leur permettra de décider toujours plus librement de l'usage des fonds d'investissements que leur concèdera le plan gouvernemental.

L'entreprise, cette unité typique de l'économie capitaliste, joue toujours plus les premiers rôles sur la scène sociale du « socialisme dans un seul pays ». C'est le « producteur », organisme privé ou anonyme, qui opère toujours plus les fameux « choix » économiques en se guidant, bien entendu, sur des considérations strictement mercantiles : profit, rentabilité, concurrence. Le projet de loi yougoslave prévoit, en substance, que le capital des institutions bancaires sera composé en proportion croissante par les dépôts des entreprises, isolées ou associées, et en proportion décroissante par des fonds d'Etat prélevés sur la fiscalité. Il est vrai que selon le projet de loi l'Etat fédéral continuerait d'exercer un certain contrôle de l'administration bancaire, mais comme le note justement l'Economist, la loi devra toujours plus céder le pas aux pressions économiques réelles et à l'impulsion de la décentralisation ; même dans le seul domaine administratif, « au fur et à mesure que les dépôts des entreprises productives auprès des banques augmenteront, leur pouvoir de décision augmentera et, à longue échéance, leur poids se fera toujours plus sentir ». Le processus est irréversible.

L'Economist écrit encore : « On assiste à une recrudescence des rivalités et des frictions entre les diverses républiques composant la fédération. Ces dernières années, de nouvelles fractures économiques ont remplacé les vieilles divisions raciales ou religieuses... Les républiques plus développées, comme la Croatie et la Slovénie, s'irritent de devoir remédier au sous-développement de la Bosnie et de la Macédoine, et c'est en partie dans l'espoir de l'éviter à l'avenir qu'elles réclament une plus grande décentralisation ». Au congrès de la Ligue des communistes qui s'est tenu en décembre, Kardelj a dû déployer de grands efforts pour expliquer que toute augmentation de la productivité dans une région de la Yougoslavie « aura des répercussions positives dans toutes les autres ».

L'entreprise est un loup pour l'entreprise, la république un loup pour la république et, dans la société, l'homme est un loup pour l'homme : qu'est-ce là, sinon le spectacle traditionnel du marché ? Et qu'est-ce que le marché, sinon la négation directe, l'antithèse patente du socialisme ?

CAPITALISME SIGNIFIE FAIM

L'Inde traverse ces dernières années un processus d'industrialisation accélérée, avec des rythmes d'augmentation annuelle à donner le vertige et tous les plans « quinquennaux » voulus pour rendre ces rythmes aussi constants que possible. Cette industrialisation a bouleversé toute la société et l'économie traditionnelles. Elle a reproduit et reproduit le processus classique de l'accumulation primitive du capital, dont l'Europe occidentale a vécu la tragédie dans les premières décennies du XIX^e siècle et qui a été payé par la misère croissante des sans réserve et la concentration de la richesse dans un nombre toujours plus restreint de mains. La différence est, qu'obligée de se mettre au niveau d'économies capitalistes plus avancées, l'Inde est contrainte de faire des bonds encore plus grands et plus rapides que l'Europe du siècle dernier, répandant sur cette voie encore plus de « larmes, de sueur et de sang ».

Bien ou mal, la vieille économie permettait aux hommes de vivre : la nouvelle économie est impitoyable. Une révolution prolétarienne en Occident aurait abrégé et adouci la phase de modernisation et évité à l'Inde rurale la course à l'industrialisation forcée. Mais dans les limites du régime bourgeois, voici comment vivent les grandes masses travailleuses de l'Inde nouvelle sous les nouveaux gouvernements progressistes :

« Le revenu moyen par personne, nous dit-on, est de 65 dollars par an. Sottise ! Seuls quelques millions d'Indiens touchent un tel revenu. Nous nous rapprocherions davantage de la réalité en disant que 22 millions d'Indiens ont un revenu de 16 centimes par jour ; que 30 millions arrivent à 23 centimes ; 60 millions « prospèrent » avec 40 centimes par jour, etc... Nous nous rapprocherions davantage de la réalité en disant que le valet de chambre d'un hôtel de luxe gagne 40 roupies par mois (un peu plus de 4.000 F par mois) ; qu'un ouvrier d'industrie a un salaire de 8.000 F, que les instituteurs font grève pour en toucher 10.000 F et que les instituteurs, les ouvriers, les valets de chambre ont presque toujours six ou sept enfants et leur femme à faire vivre ».

Le prix de la "victoire" de 1936

(Suite de la page 3)

congrés payés, ils se muèrent aussi en congé... gratuit de mobilisation. Dans ce bilan, l' "actif" n'est que trop vite évalué, mais on n'a pas encore fini d'évaluer le passif. Dans l'immédiat, ce fut la disparition de tout principe de classe dans les partis et les syndicats ; les "communistes" révisaient la critique fondamentale que Lénine avait faite de la démocratie parlementaire, que même tombée dans l'opportunisme l'I. C. n'avait jamais considérée que comme un moyen d'agiter le prolétariat. Pour eux, cette démocratie devenait le but suprême, elle ne se distinguait plus des buts socialistes, c'est-à-dire que la révolution était totalement reniée. Le Front Populaire, ce fut également la préparation intense des ouvriers à l'idéologie

de guerre, la résurrection du patriotisme et même du chauvinisme. La destruction de tout l'effort accompli par Lénine pour arracher le prolétariat à l'influence de l'idéologie capitaliste.

Le Front Populaire devait mourir, en France, de sa belle mort, en 1938, lorsque le successeur de Blum au gouvernement, le radical Daladier, le dénonça pour pouvoir réprimer à son aise la grève générale déclenchée par la C.G.T. contre ses "décrets-lois de misère". Si l'euphorie de juin 36 devait réserver aux ouvriers des lendemains dramatiques, leur mouvement ne déborda à aucun moment le cadre du réformisme classique de toutes les coalitions électorales populaires qui, partout, ont toujours subi les mêmes échecs.

(La fin au prochain numéro)

Directeur - Gérant
F. GAMBINI

IMPRIMERIE « LINO - IMP. »
3 et 5 boulevard Desplaces
M A R S E I L L E (X^{ème})

Dépôt légal 28794, déc. 63, Paris
Distribué par les N.M.P.P.